

<https://www.laicite-aujourd'hui.fr/?Le-Président-de-la-Republique-au>



Le Président de la République au collège des Bernardins Communiqué ALC

- INITIATIVES -

Date de mise en ligne : jeudi 12 avril 2018

Copyright © Laïcité Aujourd'hui - Tous droits réservés

Communiqué de l' Amicale laïque de Concarneau

Tout citoyen attend de ses élus qu'ils respectent la Constitution, et même davantage, qu'ils soient les garants de la loi commune. Telle n'a pas été l'attitude de notre Président de la République lorsqu'il s'est rendu, le 9 avril, à la conférence des évêques de France.

Dans notre corpus législatif actuel, nulle option spirituelle, fût-elle catholique - ou celle, personnelle, du président de notre pays -, ne peut imposer ses conceptions morales, sociales et politiques à l'ensemble de la nation. C'est au citoyen et non au porteur d'une foi, qu'il soit de droite, du centre ou de gauche, qu'il revient de créer la loi.

Il n'existe pas de « lien à réparer » : les Eglises et l'Etat sont séparés depuis plus de 100 ans. Cette séparation constitue la garantie, nécessaire pour chacun, croyant ou pas, de pouvoir exercer son entière liberté de conscience, ainsi que son culte, s'il le souhaite.

Lundi, la laïcité a été bafouée de façon provocatrice et assumée. L'implication du religieux en politique, le cléricalisme, sont de retour, au grand dam des chrétiens de progrès. Notre pacte républicain est mis à mal. Communautaristes et intégristes se frottent les mains ; c'est très inquiétant.



Post-scriptum :

Aucun des deux quotidiens locaux n'a jugé bon de publier ce communiqué.